

CINQ JOURS DE GRÈVE ET PAS D'ISSUE À L'AÉROPORT

■ Les grévistes de Swissport sont maintenant environ septante. Ils veulent 250 francs de salaire en plus.

■ Le Syndicat des services publics ne reconnaît pas la convention collective. L'aéroport est pris entre deux feux.

■ Le magistrat François Longchamp entre en jeu. Il rencontrera officiellement les grévistes ce matin.

JÉRÔME FAAS

Les grévistes de l'aéroport (AIG) ne faiblissent pas. Hier, au cinquième jour du mouvement, ils étaient environ 70 à faire le pied de grue devant l'entrée du fret, où une tente flanquée d'un brasero de fortune fait office de quartier général. Menés par le Syndicat des services publics (SSP), les employés de Swissport n'entendent pas abdiquer. «Si on rentre au Batman (le bâtiment où se situent leurs locaux), ce sera la tête haute!» clame l'un d'eux. «Eux ne sont pas pressés de négocier. Nous, on a le temps d'attendre!» lance un autre.

Pour l'heure, aucune issue ne se dessine. Les employés du tri des bagages, rejoints par quelques collègues affectés au chargement des avions, tiennent à obtenir une revalorisation salariale de 250 francs par mois, une meilleure indemnisation des heures de nuit et le paie-

«Eux ne sont pas pressés de négocier. Nous, on a le temps d'attendre!»

UN GRÉVISTE

ment intégral des trois premiers jours de maladie.

Convention contestée

A l'origine de cette grève, la nouvelle convention collective entrée en vigueur le 1er janvier, signée par PUSH (l'association du personnel mise sur pied par feu Swissair) mais rejetée par le SSP. Ce syndicat refuse de la reconnaître, expliquant être majoritaire: deux tiers des employés syndiqués y sont affiliés. L'entreprise Swissport, elle, brandit une assemblée du personnel ou 84% des votants ont approuvé ladite CCT. «Les employés de Swissport sont 820, explique Henri-Pierre Mullner, représentant de PUSH. 78% d'entre eux étaient présents à cette assemblée. Il est évident que si Swissport lâche quelque chose maintenant, ils vont se dire qu'ils se sont fait avoir.»

Pagani indésirable

C'est la particularité du bras de fer entamé par le SSP: l'augmentation de salaire réclamée ne concerne que le personnel affecté au tri et au chargement des bagages, environ 180 personnes. Le secrétaire syndical Yves Mugny n'exclut pas, cependant, d'étendre par la suite cette revendication à la totalité des employés de Swissport.

Le porte-parole de l'entreprise, Stephan Beerli, estime que le SSP «n'est plus réaliste. Il cherche la confrontation et la publicité». Il regrette que la

proposition d'une prime unique de 400 francs ait été balayée, comme l'idée d'une médiation. Swissport avait songé, lundi, au conseiller administratif Rémy Pagani, ex-représentant du SSP à l'aéroport, moyennant un arrêt des hostilités. En vain.

Les grévistes tiennent le coudeau par le manche. En début de semaine, Swissport a dû rapatrier à ses frais plus de 3000 bagages égarés. «Cela fait des millions à leur charge, calcule Yves Mugny, sans compter le coût des intérimaires appelés en renfort» et celui des employés dépêchés depuis Zurich et Bâle. Or, les voyageurs afflueront à nouveau ce weekend: il s'agit de la fin des vacances.

Voilà l'aéroport pris entre deux feux. D'une part, son porte-parole Bertrand Stämpfli rappelle «qu'il n'a pas compétence pour imposer aux entreprises qui travaillent sur son site comment elles traitent leur personnel, dès lors qu'elles ont une convention collective ou se sont engagées par écrit auprès de l'Ocirt (Office cantonal de l'inspection et des relations de travail) à respecter les usages». D'autre part, il ne peut pas se permettre une pagaille durable.

Longchamp entre en scène

Le conseiller d'Etat François Longchamp, aussi président du conseil d'administration de l'aé-

roport, rencontrera les grévistes ce matin. Il est question «d'analyser la situation», pas de négocier. C'est pourtant ce que veut le SSP, qui exige une convention collective englobant Swissport et son concurrent, Dnata. Sans celle-ci, Yves Mugny explique que s'installe «une concurrence meurtrière qui mène à casser les prix qui peuvent être facturés aux compagnies aériennes».

Bertrand Stämpfli, lui, qualifie de «fantasme» une convention de site. «L'AIG n'exacerbe pas la concurrence. Les directives européennes interdisent les monopoles. Les compagnies aériennes, elles, souhaiteraient justement une 3e entreprise d'assistance au sol. Si nous étions les méchants, nous favoriserions cette concurrence.»

Chiffres clés

■ La convention collective refusée par le SSP et acceptée par PUSH introduit notamment un congé paternité. La pause payée du dimanche, elle, disparaît au profit de vacances supplémentaires, ce qui avantage les employés aux horaires réguliers.

■ Le SSP réclame pour tous les employés de Swissport 2 fr. 50 supplémentaires par heure travaillée de nuit. Il demande aussi 250 francs de plus par mois pour les employés du tri bagage et du

chargement des avions.

¶ Selon PUSH, le salaire le plus bas pratiqué à Swissport est de 3860 francs brut. «Seuls sept employés touchent moins de 4000 francs», calcule Henri-Pierre Mullner. Le SSP dénonce «un travail très dur pour des salaires très bas, qui ne permettent guère de nourrir un foyer à Genève».

¶ Swissport emploie plus de 800 employés. PUSH déclare en représenter «environ 20%», soit 160. En se rapportant aux calculs de l'Etat, il est possible d'extrapoler que le SSP en représente 320. **JFA**

La crise couvait

¶ Le Syndicat des services publics gronde depuis le 12 décembre. Il adresse une

pétition au magistrat François Longchamp. Signée par 1151 employés, elle demande des conventions collectives par secteur de travail.

¶ Samedi 2 janvier, les employés d'assistance au sol de Dnata et de Swissport se mettent en grève. Ils réclament, entre autres, des hausses de salaire.

¶ Samedi soir, Dnata satisfait

son personnel: elle s'engage à établir une convention collective et à augmenter les salaires et les indemnités pour le travail de nuit. Les employés de Dnata stoppent leur grève.

¶ Lundi, Swissport propose une prime unique de 400 fr. à ses employés, ainsi qu'une médiation extérieure. Les grévistes refusent. **JFA**

Un mouvement «légitime» ou «odieux», c'est selon

La grève du personnel de Swissport suscite des réactions politiques très contrastées. Mais en général, on se réjouit que le conseiller d'Etat François Longchamp intervienne (*lire ci-dessus*). Même si des voix s'élèvent pour dénoncer sa double casquette de président du conseil d'administration de l'Aéroport International de Genève (AIG) et de ministre de tutelle de celui-ci.



«Il n'est pas possible de vivre décemment avec de tels salaires», relève le président du Parti socialiste, **René Longet**.

Pour lui, il était temps que François Longchamp «quitte son rôle de représentant patronal pour reprendre celui de magistrat. L'Etat ne peut pas laisser pourrir la situation. Mais il aurait dû rencontrer les grévistes il y a une semaine, voire cet automne, quand ils ont lancé une pétition. Ce conflit est très révélateur.» Cela relance notamment le débat sur la présence du Conseil d'Etat dans les conseils d'administration des établissements autonomes de

droit public. L'Exécutif doit présenter un projet de loi qui y mette un terme, l'AIG étant le dernier de ces établissements encore présidé par un magistrat cantonal.



Pour le député libéral **Renaud Gautier**, cette grève, lancée un week-end de forte affluence, est «odieuse». «Je ne

tolère pas les revendications syndicales qui prennent en otage la population.» Sa solution pour sortir de la crise? «Il faut faire comme Ronald Reagan, l'ancien président des Etats-Unis. Confronté à ce genre de grève, il avait viré tout le monde», dit-il à moitié en forme de boutade. Quant à la double casquette de François Longchamp, «c'est un problème dont on parle depuis quatre ans, mais il a de la peine à lâcher la barre».



Le député démocrate-chrétien **Fabiano Forte** juge le terme de «prise d'otages» trop fort. «J'imagine que les grévistes

n'avaient plus d'autre moyen de se faire entendre. Depuis mes bureaux voisins de l'aéroport, je peux constater que leur travail est très pénible. Ils sont là de jour, de nuit, les jours de fête et par n'importe quel temps. Il serait irresponsable de la part de l'Etat de ne pas arbitrer ce conflit qui nuit à l'aéroport et à l'image de Genève.»

Le radical **Jacques Jeanne- rat** juge le moment choisi par les grévistes inopportun. «Cela peut être lourd de conséquences. Ils auraient aussi pu choisir un autre moyen d'exprimer leurs revendications. Pour sortir de la crise, il faut commencer par calmer le jeu et se mettre autour d'une table.» Si le double mandat de François Longchamp le dérange lui aussi, ce n'est pas le



cas de la Verte **Brigitte Schneider-Bidaux**. «Il faut être pragmatique. L'AIG est une grosse infrastructure qui concerne

aussi le canton de Vaud et la France.» Sur le fond, elle juge la grève légitime. «L'AIG fait du bénéfice. On ne peut pas réaliser pour des millions de francs de travaux et dire que le gâteau n'est que pour les actionnaires. Mais chacun doit mettre de l'eau dans son vin, tant Swissport que le syndicat.»

Le MCG, lui, soutient les grévistes, victimes selon lui d'un dumping salarial qui favorise les frontaliers, puisqu'on ne peut vivre décemment à Genève avec de tels revenus. «Externaliser les services, cela paie à court terme, mais à long terme?» s'interroge Thierry Cerutti. Le MCG va déposer un projet de loi visant à interdire le renouvellement des concessions d'exploitation des sous-traitants en l'absence de conventions collectives.

Antoine Grosjean



Le secrétaire syndical Yves Mugny harangue les 70 employés de Swissport en grève et dénonce «la concurrence déloyale mise en place par l'aéroport, qui refuse d'imposer des conventions collectives par secteur de travail». (LAURENT GUIRAUD)